Pour une transition protéique réussie : quelles mesures prendre ?

Présentation au 2ème Forum Alimentaire Local

Projet Alimentaire Territorial du Grand Clermont et du Parc Livradois-Forez

26/01/2021

Michele Schiavo (IDDRI)

Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI)

- Fondation de Recherche d'utilité publique dont les membres fondateurs sont
  - des entreprises (Engie, EDF, BNP…)
  - des ministères/organismes publics (MTES, AFD)
  - des instituts de recherche (CIRAD, INRAE)

- Financement de base (40%) alloué par les membres fondateurs, le reste venant d'appel à projet (Commission UE surtout) pour travailler sur thèmes comme l'agriculture, la climat, l'océan, la biodiversité et la gouvernance internationale

- Dans le programme agriculture nos travaux se situent sur deux plans :
  - Production de scénarios pour le système alimentaire en France et UE (dimensions agroenvironnementale et socio-économique)
  - Leur mise en discussion après des acteurs (instituts de recherche, instituts techniques, interprofessions, syndicats agricoles, entreprises, etc.)

Pourquoi évaluer l'impact de la transition protéique ?

La transition protéique appuyée sur les légumineuses génère plusieurs bénéfices :

- **Un enjeu environnemental** :
  - Diminution des besoins en fertilisation minérale -> réduction des émissions GES et moindre risque de pollution des eaux et de perte de biodiversité
  - Allongement et diversification des rotations dans les systèmes en grandes cultures - > réduction des phytos

- **Un enjeu nutritionnel** : une moindre consommation de produits animaux en faveur des protéines végétales issues des légumineuses est cohérente avec les préconisations des institutions de santé (OMS, EFSA, ANSES)

- **Un enjeu de réduction de dépendance** en matière riche en protéines de la France (et de l'Europe) : la crise de la Covid-19 a bien montré les risques associés à une dépendance trop forte aux importations de soja pour l'élevage français

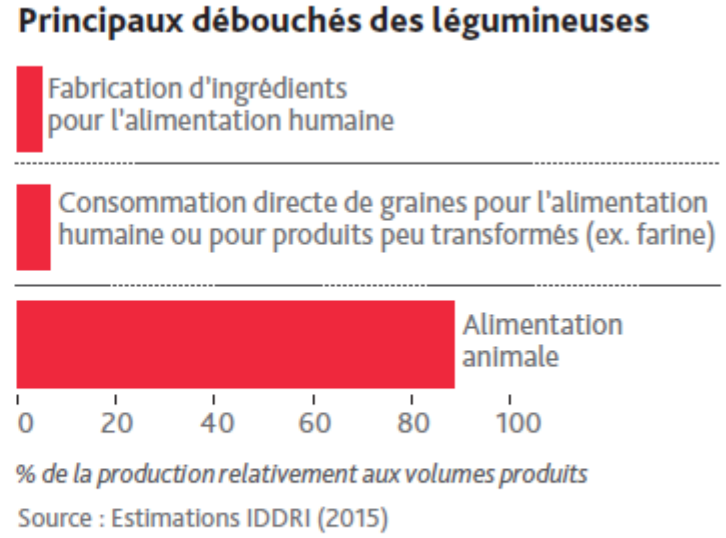
Les légumineuses comme sources des protéines végétales

Quatre débouchés des légumineuses :

- Alimentation animale (ex. farines, tourteaux)
- Consommation directe de graines pour l'alimentation humaine ou pour produits peu transformés (ex. farine)
- Fabrication d'ingrédients pour l'alimentation humaine
- Applications non alimentaires pour biomatériaux (ex. colles, bioplastiques, peintures) avec des volumes très minoritaires

Commodité	Utilisations	Surfaces (2015)	Evolution récente des surfaces (2009-2019)
Pois	Alimentation animale Alimentation humaine (minoritaire)	176 000 ha	+
Soja	Alimentation animale Alimentation humaine, mais minoritaire en volume (ex. tofu, yaourts)	123 000 ha	+
Féverole	Alimentation animale Exportation à l'état (falafel)	94 000 ha	=
Lupin	Alimentation animale	7 000 ha	=
Luzerne	Alimentation animale	283 000 ha	=
Légumes secs	Alimentation humaine	25 000 ha	+

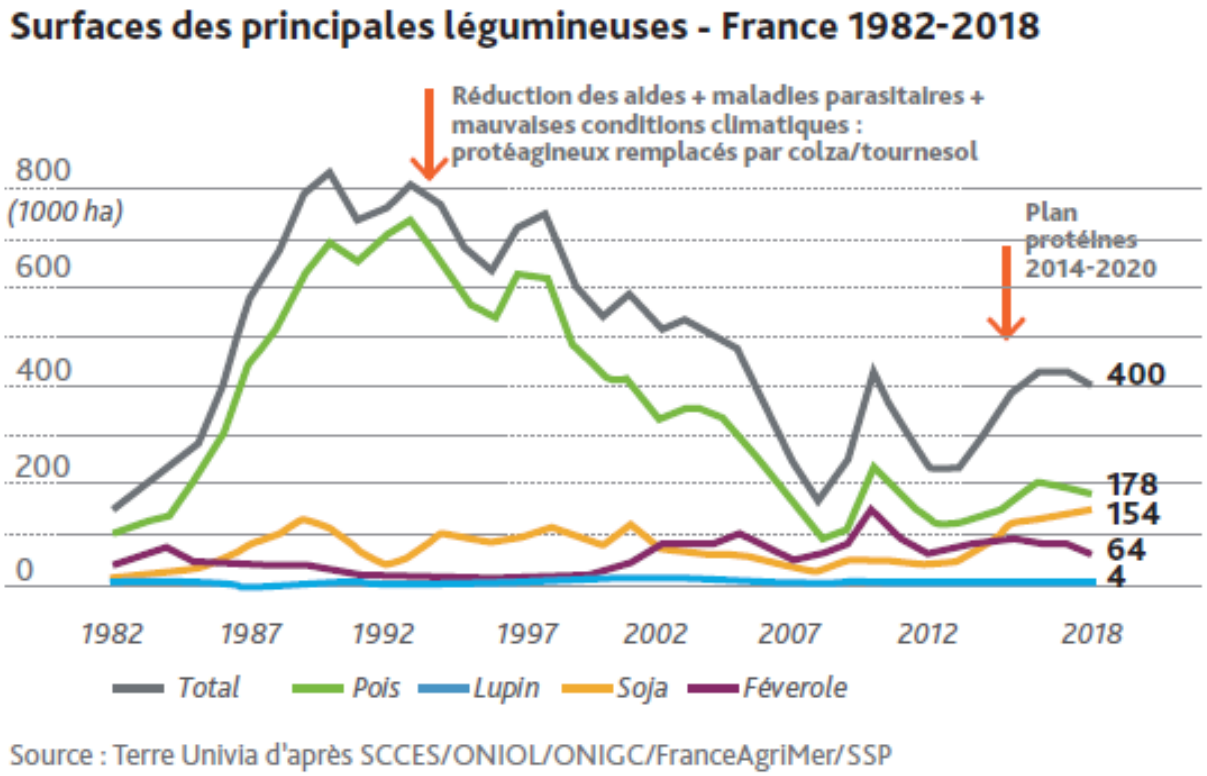
Source Terres Univia



Une filière « bloquée » depuis longtemps

Aujourd'hui, la France se retrouve dans une situation de blocage par rapport aux légumineuses :

- La production agricole interne est très faible avec des surfaces en lente reprise (2-3% de la SAU), mais fortement réduites par rapport aux années 1990.
- Production souvent régionalisée sans ampleur nationale sur tout le territoire et dépendante de la localisation des entreprises de transformation
- Marge annuelle inférieure par rapport aux autres cultures



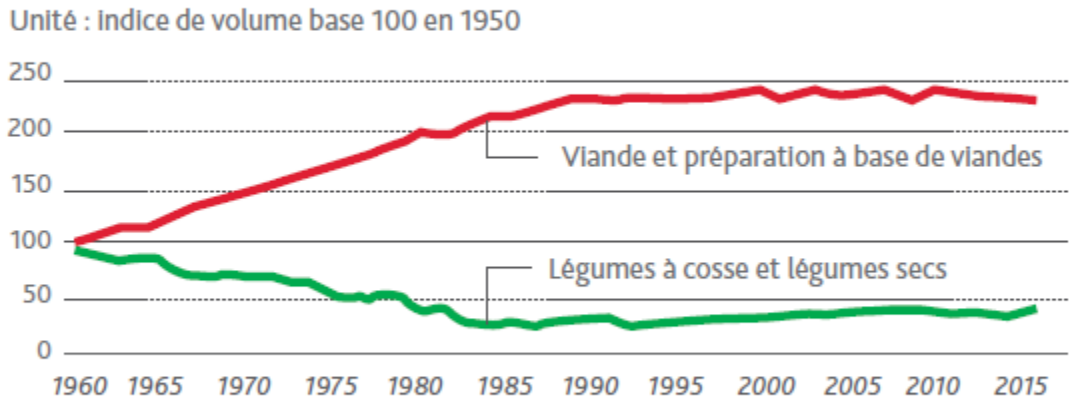
Source : Terre Univia d'après SCCES/ONIOL/ONIGC/FranceAgriMer/SSP

Une filière « bloquée » depuis longtemps

- La consommation humaine de légumineuses à graines a chuté lors des dernières décennies, et la remontée des dernières années n'a eu qu'un faible impact sur la tendance

- Le recours aux importations est massif. La production domestique subit la concurrence des graines de soja provenant du continent américain pour l'alimentation animale (écart de 50/60 €/t tourteau de soja OGM vs. soja non OGM)

Consommation des ménages en viandes et légumes secs en France



Source : Insee

Un secteur verrouillé malgré son importance stratégique

- L'expansion des surfaces des légumineuses est limitée par la présence de verrous à plusieurs niveaux de la filière (Meynard 2014, Magrini 2016, Solagro 2015)

- **STRATÉGIE DE FILIÈRE**
  - Manque de coordination et de connaissance des marchés
  - Faible partage d'informations et des innovations
  - Stratégie de communication défaillante
  - Tendance historique à fournir du support aux oléagineux (plus rémunérateurs)

- **COMMERCIALISATION**
  - Concurrence prix des tourteaux de soja importés
  - Absence de débouchés pour l'alimentation humaine

- **COLLECTE/TRANSFORMATION**
  - Intensité capitalistique forte des IAA
  - Cahiers de charge de certains labels peuvent limiter l'utilisation de légumineuses
  - Espace/temps de stockage limité par rapport aux autres cultures
  - Concentration géographique des IAA

- **PRODUCTION**
  - Manque de références techniques territorialisées
  - Contractualisation de long terme peu répandue
  - Besoin de matériel spécifique
  - Semences peu performantes
  - Systèmes d'évaluation pluriannuelles des cultures peu développés
  - Faible recherche variétale

Comment le Plan de relance peut-il efficacement soutenir la transition protéique ?

Dans le plan France Relance, une enveloppe de 100 millions € sur 2 ans est consacrée à la « Stratégie nationale sur les protéines végétales » (10 % du budget total dédié au secteur agricole)

Les objectifs déclarés :

- Réduire la dépendance française aux imports de matières riches en protéines (soja notamment)
- Améliorer l'autonomie alimentaire des élevages français, à l'échelle de l'exploitation, des territoires et des filières
- Répondre au défi climatique en réintroduisant les légumineuses dans les rotations et en relocalisant l'alimentation des animaux d'élevage
- Permettre au citoyen d'avoir un meilleur contrôle sur son alimentation et ses modes de production (non OGM)
- Accompagner la transition alimentaire selon les lignes guides nutritionnelles à travers une augmentation de l'utilisation de légumineuses pour l'alimentation humaine
- **Doubler les surfaces des légumineuses en 2030 tout en réduisant la dépendance en matière riches en protéines de la France**

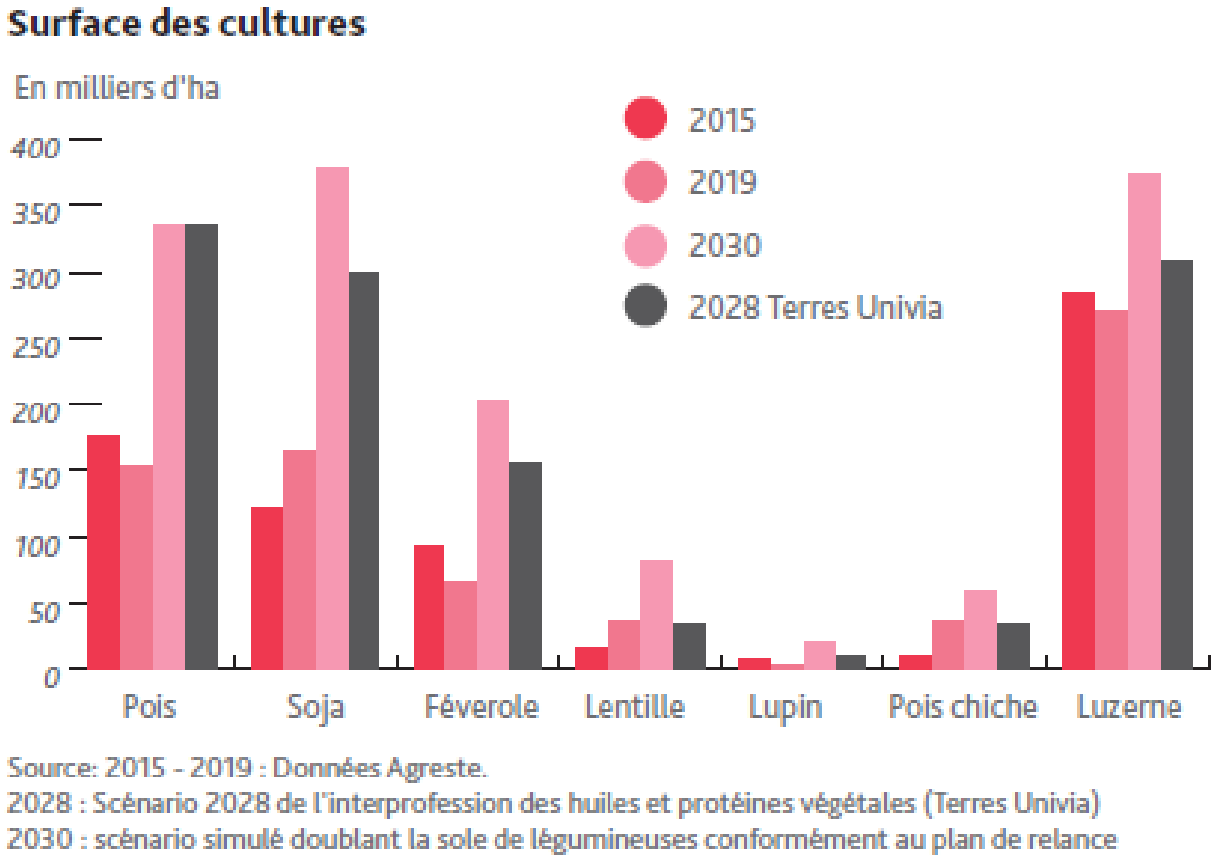
Un scénario ambitieux à l'horizon 2030 : surfaces

Création d'un scénario ambitieux à l'horizon 2030

- Qui se base sur le cadrage du Plan de relance et de la SNBC :
  - Surfaces et productions en 2030 des cultures principales (pois, soja, féverole, lin) en accord avec les objectifs de la SNBC (développement des surfaces en AB +810 %; conventionnel +4 %)
  - Doubler les surfaces des légumineuses comme prévu dans le Plan de relance

- Développement de marchés à l'export (ex. objectif de 12 000 t de lentilles exportées)
- Qui est cohérent avec les objectifs de l'interprofession (barres en gris)

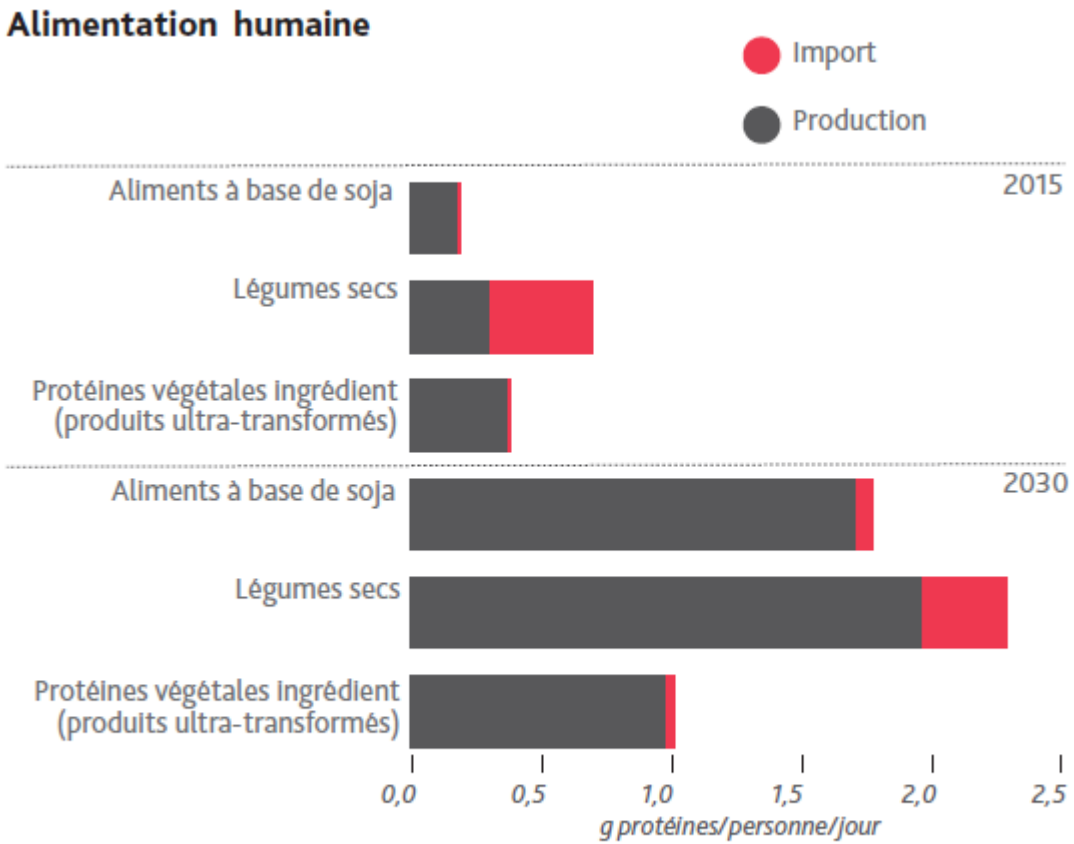
2015 : **700 000 ha** → 2030 : **1,5 Mha** (luzerne inclus)



Source: 2015 - 2019 : Données Agreste.
2028 : Scénario 2028 de l'interprofession des huiles et protéines végétales (Terres Univia)
2030 : scénario simulé doublant la sole de légumineuses conformément au plan de relance

Un scénario ambitieux à l'horizon 2030 : alimentation humaine

- Qui choisit un régime alimentaire sain :
  - On consomme le plus possible localement
  - On passe de 5 à 20g/personne/jour (recommandation PNNS4) de légumineuses à graines (soja inclus)
  - Les productions des principales légumineuses à destination animale (pois, soja, féverole) sont en partie réorientées vers la consommation humaine
  - Avec des produits dérivant du soja qui acquièrent une part importante dans le régime alimentaire
  - Tout en limitant la part des protéines ingrédient provenant de produits ultra-transformés (au sens de la classification NOVA (Monteiro et al., 2017)



2015-2019 : estimation Iddri à partir des données FAOSTAT et Terres Univia
2030 : scénario simulé

Un scénario ambitieux à l'horizon 2030 : alimentation animale

- Qui réduit la dépendance protéique des exploitations agricoles et augmente la part d'aliments pour animaux produits localement dans les rations
  - Augmentation des protéines produites pour la fabrication d'aliments concentrés (+64 % comparé à 2015)
  - Réduction des quantités de soja importé (-30% soit -1Mt de soja)

- Compte tenu de l'accroissement généralisé des surfaces des légumineuses fourragères et de leur coût de transport -> relocalisation de l'élevage

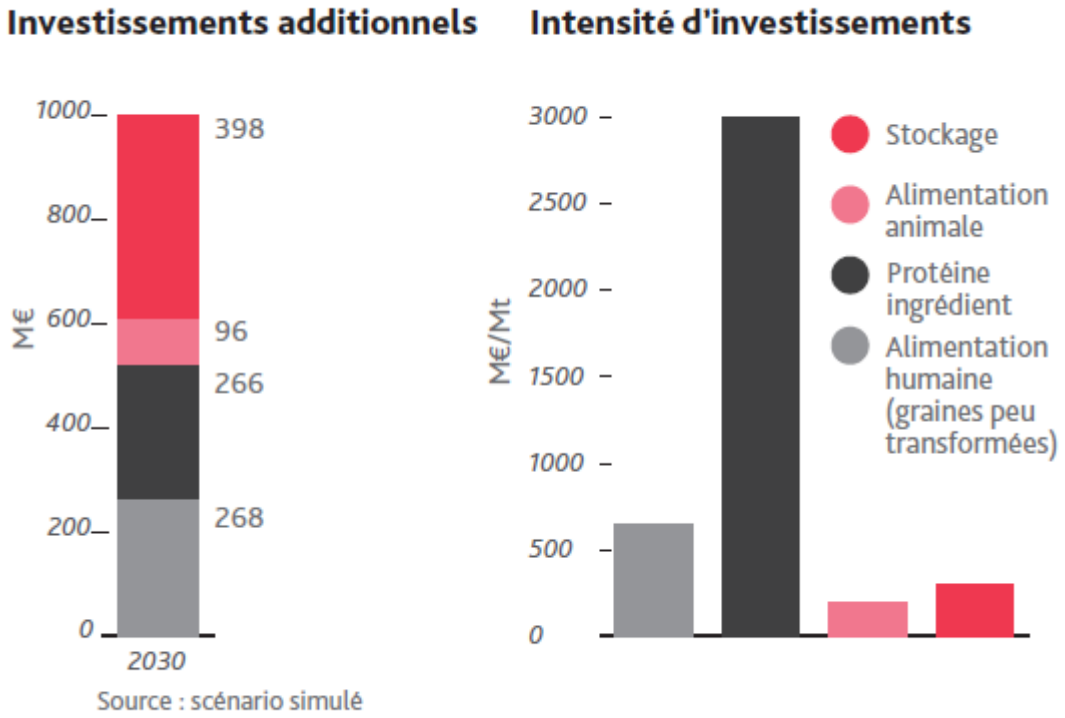
Besoin de déspécialiser les zones de cultures/d'élevage pour développer un élevage de proximité

  - Qui puisse devenir un débouché de la production agricole
  - Qui valorise ses bienfaits environnementaux et en relation au système agricole (transferts de fertilité élevage-culture et réduction engrais minéraux)

Besoin d'investissements corporels dans les industries agroalimentaires

- Des investissements supplémentaires à réaliser pour permettre aux industries de stocker et traiter l'augmentation de la production agricole (1,1 Mds €)

- Ordres de grandeurs issus d'analyse à partir de données INSEE-ESANE, articles récents mentionnant les investissements des IAA, dire d'expert

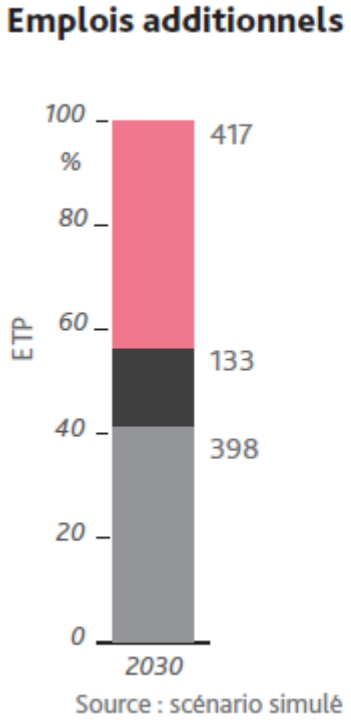


Source : scénario simulé

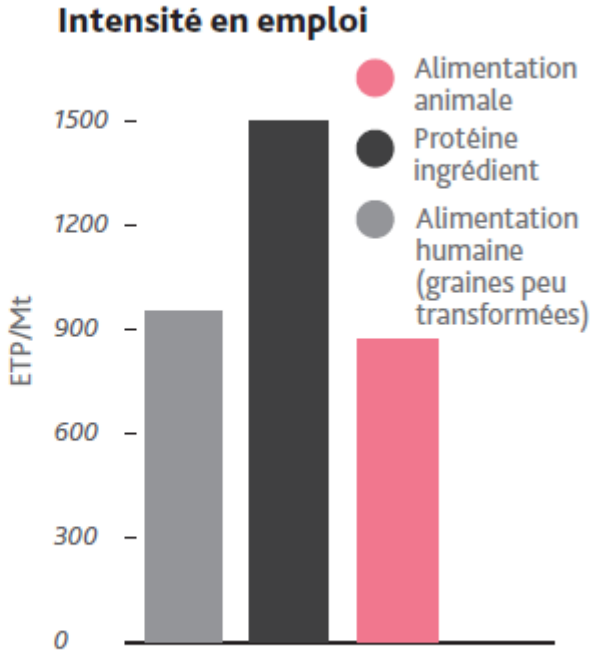
Variation des volumes d'emploi dans les industries agroalimentaires

- Le secteur de la transformation des protéines végétales issues de légumineuses peut devenir une opportunité (+ 948 ETP) pour compenser en partie les pertes en emploi de la filière animale

- Mais il y a le risque que les emplois gagnés dans le secteur du feed ne soient pas additionnels (compensation des emplois perdus dans les filières liées à l'import)



Source : scénario simulé



Structurer les marchés

- Des investissements sans efficacité s'il y a pas de débouchés…

- Enjeu général : améliorer la connaissance des marchés, coordonner les acteurs (interpro, ONVAR), meilleur partage de la valeur au sein de la filière

- Le marché de l'alimentation animale (majorité des volumes)
  - Déficit de compétitivité face aux imports + tourteaux oléagineux
  - Incapacité actuelle de valoriser les différences de production relativement aux imports sur le prix final

- Changer l'environnement de marché
  - Réintroduction aides couplées
  - MAE favorisant les légumineuses dans les rotations
  - Barrières non tarifaires

Prioriser et assurer les besoins d'investissements

- **Investissements dans les solutions agronomiques et la sélection variétale**
  - Recherche scientifique (instituts de recherche, instituts techniques, entreprises privées) pour :
    - améliorer la stabilité et la pérennité de la production agricole : qualité et accessibilité des semences, solutions face aux parasites et ravageurs
    - améliorer la valorisation nutritionnelle des produits fournis aux éleveurs

- **Investissements matériels dans les exploitations agricoles**
  - Flécher les autres enveloppes du Plan de relance en cohérence avec l'objectif de la transition protéique :
    - Aides agroéquipement vers systèmes grandes cultures en AB
    - Aide élevage vers structures de petites tailles pour la relocalisation de l'élevage / valorisation légumineuses sur les territoires

- **Investissements matériels dans l'outillage industriel**
  - Besoin d'investissements physiques de 1,1 Mds €
  - Ce montant reste supérieur à l'enveloppe prévue dans le Plan de relance pour la « Stratégie nationale sur les protéines végétales » (100 M€ sur 2 ans)
  - Mais largement inférieur si comparé aux volumes d'investissements corporels annuels des industries agroalimentaires (13 Mds€/an, fi-compass, 2020)

- **Investissements pour accompagner les changements de pratiques des consommateurs**
  - Sensibilisation des consommateurs pour segmenter les marchés
  - Développement des légumineuses en restauration collective
  - Plus compliqué pour les produits transformés ou les produits animaux où le consommateur n'a pas de vision directe sur l'origine des matières premières

Suites futures

Partir de cette étude pilote sur la transition protéique envisagée par le Plan de relance pour :

- Approfondir et améliorer le détail de l'analyse quantitative
- Mettre en perspective la transition protéique dans la filière des légumineuses avec la transition protéique dans la filière viande.
  - Quels impacts sur l'emploi et les investissements des IAA et des exploitations agricoles d'un scénario visant la diminution de la consommation de produits animaux ?
  - Quelles possibilités de reconversion pour les personnes travaillant dans le secteur ?

Début du projet : printemps 2021